

M. le ministre Canaléjas, représentant de la gauche radicale, exigea que l'on procédât immédiatement à la dissolution des congrégations qui ne s'étaient pas soumises à la loi.

M. Sagasta, quoique libéral, ne voulait cependant pas briser avec Rome.

Il déclara positivement que son intention bien arrêtée était de régler la situation des religieux en Espagne, non par une loi exclusivement civile, mais par un accord à intervenir entre son gouvernement et le Saint-Siège.

M. Sagasta fit preuve, en cette circonstance, de sagesse et de sentiments chrétiens. Que n'a-t-il réfléchi plus tôt aux conséquences inévitables de sa politique faible et illogique !

Quoiqu'il en soit, la majorité de ses collègues le suivit dans ce pas en arrière, et appuya courageusement les déclarations du premier ministre.

En face de la position prise par le chef du cabinet, M. Canaléjas résigna son portefeuille et fit au ministère une opposition de corsaire.

Les loges applaudirent. Elles virent tout ce que la situation de M. Sagasta offrait de délicat et d'embarassant. La chute du ministère était imminente. M. Canaléjas serait bientôt au pouvoir, et avec lui le parti radical et socialiste.

La guerre à l'Eglise redeviendrait donc le mot d'ordre officiel ! on aurait donc enfin raison du catholicisme en ce beau pays d'Espagne demeuré, jusqu'à ces dernières années, si profondément attaché à la foi de ses pères. Les moines chassés, le clergé séculier asservi, l'Eglise privée de ses droits et de son influence sociale : quel sujet de joie délirante, quel régal pour la franc-maçonnerie !

* * *

« L'homme propose et Dieu dispose ». La vérité de cet axiome est de tous les temps et de tous les pays.

Autant les radicaux étaient mécontents de la politique, encore